



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/I-Regarder-la-verite-en-face-et>

I - Regarder la vérité en face et éviter la barbarie

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1089 - juillet 2008 -

Date de mise en ligne : jeudi 31 juillet 2008

Description :

Jean-Louis Glory, dans cette première partie, fait le tour du problème de l'immigration vers l'Europe, tel qu'il se présente dans le système actuel.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Abordons un sujet d'actualité, celui de l'immigration.

Pour commencer, donnons la parole à Jean-Louis Glory qui est professeur de philosophie et membre du comité de rédaction de la revue de l'AFASPA [\[1\]](#), Aujourd'hui l'Afrique.

Il pose ici le problème dans sa globalité actuelle et envisage ses perspectives dans le système capitaliste.

Dans un prochain article, il en envisagera des solutions à la fois conformes aux réalités économiques, historiques et sociales et aux droits humains.

Le dépeuplement de l'Europe occidentale

L'Europe se dépeuple. L'allongement de la durée de la vie freine ce phénomène de dépeuplement global mais entraîne un vieillissement de la population et donc une raréfaction des adultes en âge de travailler. Les mesures prises pour reculer l'âge de la retraite ne peuvent qu'aboutir à maintenir sur le marché de l'emploi une marchandise peu attrayante pour les employeurs : des travailleurs vieillissants, fatigués, usés, aux connaissances obsolètes et donc peu productifs qui iront grossir les rangs des chômeurs.

Seule une politique nataliste pourrait inverser cette tendance au dépeuplement sans recours à l'immigration. Or une politique nataliste est coûteuse à court terme (primes, allocations familiales décentes, allongement des congés parentaux à la naissance), à moyen terme (crèches, écoles maternelles) et à long terme (collèges, lycées, enseignement supérieur, équipements sportifs, de culture, de loisirs, etc.).

Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'une telle politique rencontrerait un franc succès : la précarisation générale de la vie (travail temporaire, CDD, délocalisations, périodes fréquentes de chômage, multiplication des divorces et des unions libres, facilitation grandissante de la contraception et de l'avortement) rend de plus en plus aventureux d'envisager de fonder une famille et a fortiori une famille nombreuse. Cette précarisation est la conséquence logique de l'évolution actuelle de l'économie capitaliste : obsolescence rapide des techniques et des produits, recherche permanente de nouveaux marchés et de nouvelles "cibles", production à "flux tendu", "optimisation" du profit, recherche permanente "d'opportunités".

Le travailleur (ou la travailleuse, bien sûr) idéal est un célibataire sans charges ni attaches familiales, groupales ou régionales, dans la force de l'âge, en bonne santé, capable, quel que soit son niveau de qualification initial, d'apprentissages rapides, capable, parce que seul, de supporter des périodes de chômage. Et, peut-on ajouter, capable de communiquer en "basic english" et de manipuler un clavier d'ordinateur.

En économie capitaliste l'homme est avant tout main-d'oeuvre. La main-d'oeuvre a un coût considéré comme coût de production et il s'agit de réduire les coûts pour optimiser le profit.

Ce modèle du travailleur idéal a été intériorisé par une partie non négligeable de la population qui y voit un progrès de la liberté individuelle : les solidarités de classe sont dans le meilleur des cas remplacées par des solidarités

corporatives et dans le pire des cas par le "chacun pour soi". Le contrat est préféré à la loi. Le mariage devient un contrat temporaire [2] entre deux individus asexués (encore limité à deux - mais on se demande bien pourquoi [3]) et l'enfant n'est que l'objet du désir contingent d'un couple ou d'un individu. On compte sur la science, la diplomatie ou les "ONG" pour combler ce désir, lorsque la nature n'y suffit pas.

Longtemps la fermeture nationale du marché de l'emploi et du marché de la consommation ont obligé le patronat à se préoccuper de la reproduction à long terme de la force de travail dans le cadre national. D'où des politiques natalistes et des efforts pour maintenir un bon niveau d'efficacité de la main-d'oeuvre autochtone.

Longtemps aussi les techniques militaires disponibles et les stratégies des états-majors des grandes puissances supposaient des armées bénévoles "citoyennes", nombreuses en temps de paix et très nombreuses en temps de guerre. Aujourd'hui les armées, hautement technicisées, n'ont besoin que d'un petit nombre de mercenaires très spécialisés pour se livrer à des opérations de maintien de l'ordre international et, au besoin, national. Au contraire une armée citoyenne, de conscription, pourrait limiter les marges de manoeuvre des décideurs dans les guerres actuelles ou futures.

La mobilisation des chômeurs européens pourrait-elle résoudre les problèmes démographiques de l'Europe ?

L'Europe occidentale compte actuellement des millions de chômeurs qu'ils soient qualifiés ou non qualifiés professionnellement, qu'ils soient d'origine autochtone ou d'origine immigrée. Il peut donc paraître logique d'envisager en priorité de mobiliser ces chômeurs pour faire face aux pénuries de main-d'oeuvre.

Mais cette solution ne peut être que partielle et provisoire en économie capitaliste : le chômage est une nécessité pour contenir la pression salariale comme le disent élégamment les économistes : plus le "volant" de chômage est élevé plus les salaires peuvent être "contenus" voire réduits (cf. le cas de l'Allemagne). La recherche du profit maximal dans une économie mondialisée suppose la réduction des coûts et donc le maintien de bas salaires.

De plus l'élévation générale du niveau d'éducation, d'hygiène, d'aspirations à la dignité obligerait le patronat à des améliorations considérables des conditions de travail et de salaires pour faire accepter aux chômeurs européens des travaux salissants, pénibles, socialement perçus comme disqualifiants (bâtiment, travaux publics, ébouage, nettoyage, etc.).

On ne voit pas actuellement quelles forces politiques ou syndicales pourraient contraindre le patronat à de telles améliorations.

En ce qui concerne les travaux qualifiés et socialement valorisants la situation n'est pas meilleure : il faudrait déployer des efforts coûteux dans l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche, la formation continue.

Et ces efforts n'ont d'effet qu'à long terme. Recruter un médecin français c'est d'abord assurer à ses parents des conditions de vie qui permettront à leur enfant de devenir médecin et lui assurer au moins vingt ans d'études. Ces coûts et ces délais sont tels que seul, même en économie capitaliste, l'État peut les assumer. Or l'État tend à diminuer son rôle et ses moyens partout en Europe !

De plus la mobilisation des chômeurs d'Europe occidentale ne résoudrait pas le problème plus général du

dépeuplement : les chômeurs remis au travail n'auraient pas davantage d'enfants, et une fois vieillies, ils seraient comme toute population vieillie demandeurs de main d'oeuvre plus jeune (soins médicaux, soins à la personne, loisirs).

D'où peuvent venir les immigrants ?

"1°/ Des pays d'Europe centrale et orientale (les PECO) ?

â€” Il s'agit de populations européennes qui ont bénéficié après 1945 de conditions de santé et d'éducation très satisfaisantes, qui sont liées à l'histoire et à la culture européenne et qui après 1990 ont subi un véritable recul brutal de civilisation. Il s'agit donc d'un réservoir attractif de main-d'oeuvre éduquée et peu exigeante. Une institutrice polonaise gagne plus à ramasser des pommes en Normandie qu'à exercer son métier en Pologne.

Mais cette institutrice voudra dépenser son gain en Pologne et n'acceptera pas de devenir à vie ouvrière agricole. Il est donc probable que les PECO fourniront surtout des travailleurs saisonniers. La qualité des transports et les faibles distances en Europe facilitent des mouvements pendulaires de main-d'oeuvre.

Les délocalisations d'entreprises d'Europe occidentale vers les PECO y créent des points de fixations de plus en plus nombreux pour la main-d'oeuvre autochtone qui voit son niveau de vie s'élever et par conséquent son désir d'émigrer diminuer au fur et à mesure que s'y développent les luttes sociales.

De plus le bilan démographique de ces pays est souvent pire que celui de l'Europe occidentale.

On ne voit donc pas que les PECO puissent être à l'origine de la solution des besoins démographiques et de main d'oeuvre de l'Europe occidentale.

" 2°/ De Turquie ?

â€” Il est clair que l'un des enjeux de l'entrée de la Turquie en Europe est d'ordre démographique. Mais à terme, la Turquie connaîtra une baisse de sa natalité, sa population deviendra plus exigeante et elle se dirigera pour des raisons géographiques vers les PECO.

" 3°/ D'Amérique latine ?

â€” L'afflux de Latino-américains en Espagne pourrait le faire penser. Mais la baisse de la fécondité, le développement économique du Brésil, les espoirs de transformations sociales révolutionnaires (Vénézuéla, Bolivie, etc.) laissent peu attendre une immigration importante qui pourrait en provenir (sauf peut-être en Espagne pour des raisons culturelles). Et il y a l'attrait des États-Unis.

"4°/ D'Asie ?

â€” L'éloignement culturel et géographique, le développement impétueux de la Chine assorti d'un contrôle des naissances efficace, le développement de l'Inde, rendent aussi peu probable une émigration asiatique massive vers l'Europe occidentale.

2 - L'immigration sera durablement africaine

Le bilan démographique de l'immense majorité des États africains est largement positif. Les conditions de vie des populations, à tous niveaux de qualification, sont telles que le désir de migration y est irrépressible. Les perspectives de développement à court et à moyen terme sont si faibles et si fragiles qu'on ne voit pas ce qui pourrait venir le diminuer. Ce désir s'exprime parfois au mépris du désir de vivre.

La proximité géographique et la proximité linguistique, qui résultent de la colonisation, facilitent l'émigration vers l'Europe, même si les migrations de population les plus importantes sont intra-africaines.

Mais

1°/ Or, en ce qui concerne la France, le passé esclavagiste et colonial et les luttes de décolonisation ont laissé de part et d'autre des meurtrissures profondes. Pour plaire à l'opinion publique, et à certains électors, on a essayé de jeter le voile de l'oubli sur ce qui s'est réellement passé. D'où ressentiment, méfiance et parfois haine de part et d'autre.

2°/ Les conditions de travail et de vie qui ont été et sont faites aux Africains déjà immigrés en France et plus généralement en Europe n'encouragent pas les nouveaux immigrés à avoir une perception positive de leurs hôtes.

3°/ Les Africains, Subsahariens ou Maghrébins, sont dans l'immense majorité des cas immédiatement identifiables par des Européens (comme le sont les "Blancs" en Afrique.)

4°/ Si la colonisation a imposé une proximité linguistique, sa brutalité et son égoïsme n'ont pas permis un profond rapprochement culturel : souvent l'immigré a une autre religion, d'autres types de relations familiales ou conjugales, d'autres manières de s'occuper de ses enfants, d'autres manières d'occuper l'espace public, d'autres manières de gérer son temps. Parfois d'autres manières de se vêtir.

5°/ L'islamophobie, qui fait pendant à l'islamisme radical croissant, vient compliquer les choses.

6°/ Les immigrés africains appartiennent pour une bonne part d'entre eux aux catégories les plus pauvres de la population française : ce qui permet une ethnisation des problèmes sociaux et notamment celui de la délinquance : il y a toujours eu statistiquement plus de chances qu'un voleur à la tire soit fils de manoeuvre maçon que fils de notaire.

Et la pauvreté n'est pas qu'une question de fin de mois difficile : elle finit par altérer tous les aspects de la personnalité (difficulté scolaire, indiscipline, incivilité, etc.) et elle assigne à résidence dans des ghettos de fait.

7°/ À cela s'ajoute pour les plus pauvres et les moins instruits des Européens la perception de la concurrence objective que leur font les Africains dans les emplois auxquels ils pourraient prétendre, dans les logements sociaux, dans les aides publiques, voire charitables.

Conclusion

I - Regarder la vérité en face et éviter la barbarie

On a là tous les ingrédients d'une situation explosive : d'un côté le caractère inéluctable de l'immigration africaine, de l'autre des raisons d'une défiance à l'égard de cette immigration, pour ne pas dire un rejet.

Il y a chez certains Européens, et donc Français, une crainte réelle de la perte de l'identité nationale. C'est à cette crainte que l'intitulé complet du Ministère Hortefeux prétend répondre.

Il est clair que la manière dont risque d'être envisagée la prolongation de l'immigration africaine peut conduire vers une catastrophe (racisme et pogroms en Europe, perte des cerveaux en Afrique et donc aggravation de la situation générale).

[1] AFASPA = Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique, 13 rue P. et M. Curie 93170 Bagnolet

[2] Il est proposé au titre de la "modernisation" qu'un notaire puisse régler sa rupture dans les "cas simples".

[3] La polygamie est reprochée aux Musulmans. Or nos chaînes TV proposent en permanence des situations de triolisme ou de "gang bang" où le nombre de partenaires finit par être difficile à déterminer !